



Après le choc des européennes dans le Val d'Oise aussi, les exigences sociales doivent être entendues ! Dans ce contexte, soyons le rempart contre l'extrême droite et ses idées mortifères !

L'abstention dans le Val d'Oise 51% et les listes d'extrême droite 30,81% ont atteint un record lors des élections européennes. Cette tendance est à l'œuvre dans toute l'Europe mais la France est le pays dans lequel les listes d'extrême droite font le score le plus élevé.

Les organisations syndicales alertent depuis des années sur la crise sociale et démocratique qui traverse notre pays.

Une politique qui néglige les enjeux sociaux et engendre déclassement, abandon de nos industries et de nos services publics, le passage en force malgré une mobilisation historique contre la réforme des retraites, l'absence de perspectives de progrès et la banalisation des thèses racistes, constituent le terreau sur lequel l'extrême droite prospère.

En décidant de dissoudre l'Assemblée nationale, et d'organiser des élections législatives en trois semaines, après les premiers départs en vacances et à la veille des Jeux Olympiques, le Président de la République prend une lourde responsabilité.

Notre République et notre démocratie sont en danger. Il faut répondre à l'urgence sociale et environnementale et entendre les aspirations des travailleuses et des travailleurs et notamment :

- Augmenter les salaires et les pensions ;
- Revenir sur la réforme des retraites et sur celles de l'assurance chômage ;
- Défendre nos services publics et en garantir l'accès à toutes et tous sans condition de nationalité et sur tout le territoire. Notre école, notre recherche, notre système de santé, de prise en charge de la dépendance, notre système de justice sont asphyxiés et ont besoin d'investissements massifs ;
- Mettre fin à la verticalité du pouvoir en commençant par restaurer la démocratie sociale à tous les niveaux, entreprise, branche, territoire et interprofessionnel ;
- Mettre en place des mesures de justice fiscale et notamment taxer les super profits, dividendes et rachats d'actions ;
- Instaurer enfin l'égalité salariale et éradiquer les violences sexistes et sexuelles ;
- Instaurer le droit à la régularisation pour tous les travailleurs et travailleuses étrangers sur la base d'un certificat de travail ;
- Relocaliser et transformer notre industrie pour répondre aux besoins sociaux en environnementaux en la protégeant du dumping social, fiscal et environnemental ;
- Créer de nouveaux droits pour les travailleuses et aux travailleurs créer et sécuriser leur emploi ;

Nous appelons à manifester et à nous mobiliser le plus largement possible, ce samedi 15 juin 2024 à Paris et dans toutes les initiatives pendant toute cette séquence électorale, pour porter la nécessité d'alternatives de progrès pour le monde du travail et notamment en créant une vraie dynamique d'espoir dans le Val d'Oise